L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX, No 72 RUE DE CHARTRES.

NOUVELLE-ORLÉANS.

MERCREDI MATIN, 22 MAI.

EUROPE.

On lit dans le *Mémorial diplomatique* :

Nous recevons de divers côtés des renseignements sur l'entrevue des empereurs d'Allemagne et de Russie à Saint-Pétersbourg. Ils confirment nos informations de la semaine dernière, en ce sens qu'ils constatent que la politique n'a pas été négligée au milieu des fêtes.

Les affaires d'Orient et celles d'Occident ont été l'objet des pourparlers entre les deux empereurs et leurs chanceliers. Un résultat important, nous écrit-on, aurait été définitivement obtenu : l'entente absolue entre les cabinets russe et allemand sur la politique à suivre à Constantinople. Entente décidée par la volonté des deux souverains d'accord avec le prince Gortchakoff et le prince de Bismarck. La Prusse s'étant antérieurement déjà concertée avec l'Autriche sur les mêmes questions, nos correspondants considèrent l'entente des trois empires sur les affaires d'Orient comme un fait désormais acquis.

Nos informations sont moins complètes pour le moment en ce qui concerne les affaires d'Occident, qui embrassent les questions touchant la Belgique, la France et l'Espagne. On nous dit que les conversations commencées à ce sujet à Saint-Pétersbourg se continueront à Vienne, lors de l'entrevue des trois empereurs.

Le voyage de l'empereur d'Allemagne à Saint-Pétersbourg et la visite du prince impérial à l'Exposition de Vienne inspirent à la *Gazette nationale* de Berlin un article d'où nous extrayons les lignes suivantes :

Plus nous nous rapprochons du moment où nos troupes doivent évacuer le territoire français, plus nos relations avec l'étranger sont importantes au point de vue de la paix générale. En effet, quel que soit le parti qui l'emportera en France après notre départ, aucun ne pourra songer à entreprendre sans alliés une guerre de revendication. Il est vrai qu'une haine commune unit contre l'Allemagne les ultramontains de tous les pays; mais les foudres du Vatican ne portent plus. Les évêques, à commencer par celui de Rome, se voient partout abandonnés par les peuples.

C'est pourquoi la France ne saurait prendre la revanche de Sedan sans une alliance avec la Russie et l'Autriche, et l'accueil joyeux qui est fait en ce moment à Saint-Pétersbourg et à Vienne aux princes de l'empire d'Allemagne est, par conséquent, un événement d'une importance majeure et durable. Vivant en paix avec ses voisins du Nord-Est et du Sud, l'empire d'Allemagne peut attendre sans inquiétude la solution de la question gouvernementale en France et le résultat du conclave qui aura lieu tôt ou tard. Nous voulons vivre et travailler en paix, et nous croyons, sans vanité, être maintenant assez puissants pour donner la paix à nos ennemis et à l'Europe.

Les correspondances d'Italie annoncent une grosse nouvelle : il s'agit du projet de voyage de Victor-Emmanuel à Vienne et à Berlin. " On aurait prédit, dit un journal, de l'Exposition universelle, tant d'hôtes dans la capitale de l'Autriche, on n'en rencontrerait avec l'empereur Guillaume et l'empereur Alexandre. " Si ce voyage, fait observer l'*Opinione*, venait à s'accomplir, on aurait tort de le considérer comme un simple échange de politesse. Ce voyage serait un événement, parce qu'il aurait pour résultat la consécration par l'Italie des grands changements qui sont survenus depuis quelques années en Europe."

Ces changements sont de deux sortes : ceux qui se sont accomplis au profit de l'Italie et ceux qui ont eu lieu au détriment de la France. La présence du czar à Vienne consacrerait les premiers, pour employer l'expression de la feuille italienne, et sa visite à Berlin aurait pour conséquences son adhésion aux résultats de la guerre franco-prussienne.

L'*Opinione* ajoute que " l'Italie se trouverait, par ce même fait, entraînée dans la politique conservatrice de la triple alliance, pourvu qu'il ne se produise pas à Saint-Pétersbourg et à Vienne. " Mais l'*Opinione* nous paraît aller un peu vite en besogne, et oublier le vrai caractère et le vrai but de la politique berlinoise, qui consiste, avant tout, à devenir maîtresse de Trieste et de Pola.

LA POLITIQUE ET LES AFFAIRES EN FRANCE.

Nous lisons dans la *Patrie* :

D'un relevé fait pendant les huit jours qui ont suivi l'élection Barodet, il résulte que nos grands établissements de crédit ont reçu de France cent vingt à cent quarante millions, qui ont été immédiatement placés à l'étranger.

On nous assure que M. le général Le Flô aurait envoyé une dépêche exprimant l'inquiétude causée aux deux empereurs d'Allemagne et de Russie par la politique du gouvernement français depuis le 4 avril, époque à laquelle on a vu les organes du pouvoir revendiquer comme une force pour lui les succès des radicaux.

Nous lisons d'autre part dans la *Presse* :

Une dépêche télégraphique de l'agence de Reuter nous annonce que le résultat des élections de Paris a eu pour effet, à Saint-Pétersbourg, de rendre plus dégoûtés les liens d'amitié de l'Allemagne et de la Russie.

Enfin, le *Journal du Havre*, feuille républicaine qui soutenait M. Thiers, s'exprime ainsi dans son numéro du 12 mai :

Nous venons de parcourir les quais du Havre et nous pouvons déclarer que jamais, à aucune époque, nous ne les avons vus plus vides de marchandises. Sur tout le parcours du bassin du Commerce, quai Lambaride et quai d'Orléans, à l'exception de quelques bois de teinture et bois de Campêche, rien, rien, rien. Quelques rares navires se reposent sur ces eaux. Dans les autres bassins, même désert, ou à peu près.

Nous prendrons la respectueuse liberté de signaler cet état de choses aux hommes qui nous gouvernent et à ceux qui, demandant au pays de lourds impôts. Cette observation, à la veille de la réouverture des séances de l'Assemblée nationale, au moment où les grands politiciens nous promettent de se mettre en campagne, a bien son importance. Tant pis pour ceux qui n'en tiendront pas compte. Le pays a droit à bien des ménagements, et ceux-là qui ne lui accorderont pas ce dont il a besoin pour produire ce qu'on lui demande, porteront la responsabilité d'une situation qui, au point de vue commercial et économique, non moins qu'au point de vue politique, commence à revêtir un caractère d'extrême gravité.

RÉUNIONS DE LA DROITE.

Une réunion préparatoire a été tenue chez M. Ainisson-Duperron par un certain nombre de députés appartenant aux trois fractions de la droite.

Voici, au sujet de cette réunion, quelques détails plus nous empruntons au *Journal des Débats* :

" Les députés présents se sont longuement entretenus de l'état des esprits et de la situation politique du pays.

" Ils ont examiné la conduite que la droite devra tenir après la rentrée de la Chambre. Mais, sur ce dernier point, les avis ont été très partagés. Il en avait été déjà de même, à une précédente réunion, comme on peut se le rappeler.

" Afin d'arriver à une entente définitive entre les groupes de la droite, on a désigné une commission composée de six membres. Sa mission consiste à préparer en quelque sorte un projet de conduite destiné à assurer l'unité d'action. Le mandat des six commissaires est limité à une simple étude préparatoire, et il prendra fin lorsque les membres de la commission auront fait part aux bureaux des fractions de la droite du résultat de leurs délibérations, ainsi que des renseignements recueillis, soit sur les dispositions des députés rentrés à Paris, soit sur les intentions du cabinet ou celles de M. le Président de la République.

" Les six membres qui font partie de cette commission sont : MM. Amédée Lefèvre-Portalis, Baragnon, Pradié, Batbie, le duc de Broglie et le général Changarnier. Ce dernier a été désigné pour présider le comité qui va préparer le plan de campagne de la majorité.

Une nouvelle réunion de la droite s'est tenue dans les bureaux de la Chambre, à l'issue de la séance de la commission de permanence; tous les députés de la droite, présents à Paris, y avaient été convoqués.

Un certain nombre de commissaires appartenant à la majorité de la commission de permanence se sont, ainsi, réunis dans le cinième bureau, où se trouvaient déjà MM. de La Rochefoucauld-Bisaccia, Levert, Buffon-Duviviers, Clappier, Vaudier, Léonce de Guiraud, Rigal, de Chabrol, O. de Rastard, Bastiejus, Anisson-Duperron, Baragnon, Blin de Bourdon, Amédée Lefèvre-Portalis et plusieurs autres députés. Mais ceux de ces commissaires qui avaient assisté antérieurement à la réunion Anisson-Duperron,—et dont pas un n'a vu tout à l'heure que les résolutions étaient ajournées,—n'ayant pas tardé à se retirer, la conférence n'a pas eu l'importance que ses promoteurs lui avaient attribuée par anticipation. La question qui a été principalement discutée est celle-ci : Doit-on interpeller le gouvernement sur la politique intérieure dès les premières séances de la Chambre, ou bien n'est-il pas préférable d'attendre la discussion d'un projet de loi ou un incident quelconque pour réclamer les explications qui s'imposent.

On a été d'accord sur ce point que " des explications de la part du gouvernement seraient dès-lors indispensables. " Le désaccord n'existait que sur la procédure à suivre afin de les provoquer.

" Plusieurs députés ont émis cette opinion " qu'on ne pouvait plus se contenter d'un changement de cabinet; mais qu'il fallait, suivant eux, renverser purement et simplement M. le Président de la République. "

☞ Les acheteurs de la campagne et de la ville trouveront, au plus bas prix du marché, tous les articles se rattachant au commerce de confiserie, chez Norman & Rein, rue de la Vieille-Levée, Nos. 121 et 123

LES ÉLECTIONS DU 11 MAI EN FRANCE.

Nous lisons dans la *Patrie* :

Les élections du 11 mai complètent les scrutins du 27 avril. Le résultat des votes d'hier est absolument conforme à ce que nous avions prévu.

Il en ressort deux faits très caractéristiques : d'une part, le succès complet des candidats radicaux, MM. Ranc, Guyot, Lesguillon et Périn, et du candidat impérialiste M. Boffinton; en second lieu, un échec général sur toute la ligne pour les candidats qui ont arboré le programme de la République soi-disant conservatrice de M. Thiers.

Plus nous avancerons, plus on verra l'opinion se porter résolument soit à droite, soit à gauche. Les voies d'hier prouvent que le succès désorganise et ceux qui affirment nettement une opinion absolue : l'ordre ou le désordre; la conservation ou la révolution.

Voici les résultats de l'élection :

Paris, 12 mai, 1 heure après-midi.

Voici le résultat, à peu près complet, des élections d'hier :

Dans la *Charente Inférieure* :

MM. Beffinton, bonapartiste.. 49,800 voix.
Le docteur Rignail, maire de Pons, conseiller général, président de la commission départementale, et radical..... 46,400 —

Dans le *Loire-et-Cher* :

MM. Lesguillon, ancien procureur de la République, radical..... 35,000 voix.
Couteau, républ. conserv... 10,000 —
Martinet, conservateur.... 7,600 —

Dans la *Haute-Vienne* :

MM. Perrin, ancien préfet de la République, radical..... 30,000 voix.
St-Marc Girardin..... 19,000 —

Dans le *Rhône*, ont obtenu :

MM. Ranc, radical..... 87,600 voix.
Guyot, radical..... 88,100 —
Desgranges, conservateur 38,300 —
Jacquier, conservateur.... 39,000 —

Voici comment se sont réparties les voix dans la ville de Lyon :

Inscrits : 86,447.—Votants : 63,743.

MM. Ranc..... 49,427
Guyot..... 49,295
Jacquier..... 15,415
Desgranges..... 13,334

Un des grands griefs des conservateurs contre l'ancien Président Thiers était l'appui donné aux radicaux. Après avoir rappelé l'action exercée par le gouvernement dans les élections du 27 avril, la *Patrie* ajoute :

Pour l'élection d'aujourd'hui, l'aspect de la période électorale est absolument le même.

Dans la Haute-Vienne, voit-on les organes du gouvernement soutenir M. Saint-Marc Girardin, conservateur, et lutter bonnêtement, vigoureusement contre le candidat du radicalisme démagogique? Pas un mot; ils s'en gardaient bien. Un républicain même ultra-radical est préférable pour les partisans de M. Thiers à tout conservateur.

Ce qui se passe dans le Loir-et-Cher est plus caractéristique encore. Le candidat révolutionnaire est M. Lesguillon. Or, ce même M. Lesguillon a été nommé il y a peu de temps juge à l'ours par le gouvernement, et il a refusé ses fonctions. Est ce assez caractéristique?

Dans la Charente-Inférieure, les radicaux et les officieux, les préfets, les commissaires, les sous-préfets, les journaux de la préfecture font fraternellement une campagne à outrance contre M. Boffinton.

Enfin, à Lyon, nous ne ressurons de le répéter, car le fait est inqualifiable, les organes du gouvernement désertent ouvertement la cause conservatrice et ne disent pas un mot contre MM. Ranc et Guyot, les deux candidats de la Commune. Or, nous l'avons démontré, les deux candidats du parti de l'ordre se présentent sans aucune nuance de parti; ils poussent la complaisance jusqu'à admettre la République; elle peut être honnête. N'y a-t-il pas là deux garanties suffisantes pour qu'on les autorise du gouvernement les appuient avec fermeté et renoncent à leurs adversaires? Eh bien! non! on les abandonne, on s'abstient, et l'on se garde bien de dire un seul mot qui puisse déplaire à M. Ranc, le soldat de la Commune," à M. Guyot, son compère, qui ne croit à rien qu'à la démagogie.

Voilà la politique d'un gouvernement composé de conservateurs, et qui, faisant patte de velours en ce moment, cherche à attirer à lui les conservateurs par des séductions qui aboutiraient, comme tant d'autres fois, à des déceptions cruelles.

De ces faits, il ressort deux vérités :

La première, c'est que le pouvoir gouvernant est sans force et peu populaire. La preuve en est publique et réitérée, puisque dans tous ces scrutins il n'a pas pu parvenir à présenter ou à faire réussir un seul candidat représentant exactement, comme M. de Rémusat, la politique de la présidence.

La seconde, c'est que, trop faible pour réussir par lui-même, lorsque le gouvernement cherche des alliés, il les prend parmi les candidats des radicaux, et jamais parmi les hommes de l'opinion conservatrice.

Il en résulte pour lui la nécessité humiliante de marcher de pair avec les agents du radicalisme, de ne pas les faire combattre par ses journaux, et de lutter contre les conservateurs ou de les désertter.

FÉLIX PYAT ET BARODET.

On lit dans la *Liberté* :

"Le *Times* publie la lettre suivante de M. Félix Pyat. Nous savons bien que la loi, interprétée dans ce qu'elle a d'étroit, de Jutiaque interdit jusqu'à un certain point cette reproduction. Des précédents nombreux indiquent que le gouvernement est plus libéral que la loi; il s'agit ici, d'ailleurs, d'une discussion sérieuse et loyale. Empêcher la reproduction de la lettre de cette nature, aboutirait à étouffer, à interdire toute discussion historique et politique :

"Monsieur,

"Le *Star daird*, en parlant du vote de Paris, dit :

"1 Que l'élection de M. Barodet est due à sa partialité déclarée pour la Commune;

"2 Que M. Barodet était professeur de rhétorique à Lyon et âme de la Commune à Paris, envoyé pour réconcilier M. Thiers avec le citoyen Pyat.

"Le *Standard* raille à ce sujet le *Times*, qui dit au contraire :

"1 Que M. Barodet était un homme d'ordre, et qu'il l'est resté dans des circonstances difficiles;

"2 Que cette élection était due à l'amour de Paris pour la République ferme.

"Bien que l'opinion puisse être plus agréable à un communiste comme moi que celle du *Times*, il est de mon devoir, et vous me le permettez, de justifier Pyat et M. Barodet. Je dois dire que le Barodet du *Times* est plus vrai que le Barodet du *Standard*, et je puis le prouver en expliquant ce pe qu'il n'est connu ni du *Standard* ni du *Times* : les relations de M. Barodet avec la Commune de Paris.

"Je ne connais qu'imparfaitement les actes de M. Barodet à Lyon; mais je sais bien ce qu'il a fait à Paris, et si l'ordre était du côté de Versailles, alors M. Barodet était un homme d'ordre. Loin d'avoir été l'allié de la Commune, il a été l'allié de l'assemblée; loin d'avoir en quelque partialité pour la Commune, il n'a même pas été neutre, il a aidé Versailles contre Paris. Le 29 avril 1871, le *Journal officiel* de la Commune publiait une lettre signée par MM. Barodet, Ferrouillat, Gentin, Chauthon et Vallier, annonçant qu'ils étaient délégués à Paris avec un sauf-conduit de Versailles, pour remplir une mission de paix et de conciliation entre l'Assemblée et la Commune. M. Barodet et ses quatre collègues vinrent donc à Paris; mais ils avaient d'abord passé par Versailles, et M. Thiers les avait rangés à sa cause, et ce son éloquence ordinaire dont l'"lâcher Paris pour garder la République" fut l'unique clause. C'est avec cette promesse que les commissaires de la paix arrivèrent à Paris.

"En qualité de membre de la commission exécutive et partisan de la conciliation, je m'empressai de les recevoir à dix heures du matin, dans les bureaux du *Vengeur*, 53, boulevard Sébastopol. Ils avaient demandé une première entrevue avant d'être reçus à l'Hôtel-de-Ville. Ils offrirent alors leur médiation, naturellement pacifique et désarmée; ils montrèrent que la guerre était fratricide, que la lutte était impossible, que Paris ne pouvait pas compter sur leur secours; ils proposaient, en conséquence, la conciliation, sur la pâte donée par M. Thiers du maintien de la République. Je répondis que je n'avais pas entendu leur arrivée pour désirer le rétablissement de la paix; mais que nos désirions qu'elle pût l'être sous de justes conditions; que dès les premiers jours de la nomination au poste que l'occupais, au risque de ascrifier mon crédit, j'avais fait appel à la conciliation dans le *Vengeur* du 6 avril, mais je demandais la stricte neutralité de la province, et le rappel à Lyon des troupes qui servaient dans l'armée de Versailles.

"A l'hôtel de ville, ils proposèrent le même ultimatum et recurent la même réponse, mais un ton moins plus vifs.

"Les jeunes membres de la commission me reprochèrent avec indignation d'avoir reçu ces *complices* de Versailles et de n'avoir pas arrêté ces *frères*. Je répète et je souligne ces deux mots, non pour offenser M. Barodet, mais pour rassurer les conservateurs à son sujet. Les terreurs de la Bourse ne calmeront pas moins M. Barodet que la fureur de l'hôtel de ville. M. Barodet n'a jouit trahi son mandat, il ne l'a pas rempli, si, chargé d'une mission de paix et de conciliation, il a renoncé à une mission de paix et de soumission. Versailles ne peut refuser de lui accorder cette mesure d'éloge.

"Calme, union, modération, soumission aux lois, conseil et appui au gouvernement, c'est tout à fait le vocabulaire de l'ordre; pas un mot des odeurs de pétrole.

"Donc M. Barodet, comme vous le voyez, a été un homme d'ordre et il l'est resté en toutes circonstances. Il a toujours été ce qu'il est aujourd'hui, l'ami fidèle des gouvernement de M. Thiers, et jusqu'à présent M. Thiers a gardé en pitié le M. Barodet; comme récompense, M. Barodet a été nommé maire de Lyon et a été congédié par l'Assemblée. Paris est tombé par les armes, et, comme je l'ai dit, Lyon est tombé par un vote. En prenant M. Barodet pour son représentant, Paris ne peut avoir vu en lui l'ami de la Commune, ce qu'il n'était pas, mais le républicain ferme qui a eu le courage de sacrifier Paris lui-même à la République de M. Thiers.

"Je ne connais qu'imparfaitement les actes de M. Barodet à Lyon; mais je sais bien ce qu'il a fait à Paris, et si l'ordre était du côté de Versailles, alors M. Barodet était un homme d'ordre. Loin d'avoir été l'allié de la Commune, il a été l'allié de l'assemblée; loin d'avoir en quelque partialité pour la Commune, il n'a même pas été neutre, il a aidé Versailles contre Paris. Le 29 avril 1871, le *Journal officiel* de la Commune publiait une lettre signée par MM. Barodet, Ferrouillat, Gentin, Chauthon et Vallier, annonçant qu'ils étaient délégués à Paris avec un sauf-conduit de Versailles, pour remplir une mission de paix et de conciliation entre l'Assemblée et la Commune. M. Barodet et ses quatre collègues vinrent donc à Paris; mais ils avaient d'abord passé par Versailles, et M. Thiers les avait rangés à sa cause, et ce son éloquence ordinaire dont "lâcher Paris pour garder la République" fut l'unique clause. C'est avec cette promesse que les commissaires de la paix arrivèrent à Paris.

"En qualité de membre de la commission exécutive et partisan de la conciliation, je m'empressai de les recevoir à dix heures du matin, dans les bureaux du *Vengeur*, 53, boulevard Sébastopol. Ils avaient demandé une première entrevue avant d'être reçus à l'Hôtel-de-Ville. Ils offrirent alors leur médiation, naturellement pacifique et désarmée; ils montrèrent que la guerre était fratricide, que la lutte était impossible, que Paris ne pouvait pas compter sur leur secours; ils proposaient, en conséquence, la conciliation, sur la pâte donée par M. Thiers du maintien de la République. Je répondis que je n'avais pas entendu leur arrivée pour désirer le rétablissement de la paix; mais que nous désirions qu'elle pût l'être sous de justes conditions; que dès les premiers jours de la nomination au poste que l'occupais, au risque de ascrifier mon crédit, j'avais fait appel à la conciliation dans le *Vengeur* du 6 avril, mais je demandais la stricte neutralité de la province, et le rappel à Lyon des troupes qui servaient dans l'armée de Versailles.

"A l'hôtel de ville, ils proposèrent le même ultimatum et recurent la même réponse, mais un ton moins plus vifs.

"Les jeunes membres de la commission me reprochèrent avec indignation d'avoir reçu ces *complices* de Versailles et de n'avoir pas arrêté ces *frères*. Je répète et je souligne ces deux mots, non pour offenser M. Barodet, mais pour rassurer les conservateurs à son sujet. Les terreurs de la Bourse ne calmeront pas moins M. Barodet que la fureur de l'hôtel de ville. M. Barodet n'a jouit trahi son mandat, il ne l'a pas rempli, si, chargé d'une mission de paix et de conciliation, il a renoncé à une mission de paix et de soumission. Versailles ne peut refuser de lui accorder cette mesure d'éloge.

"Calme, union, modération, soumission aux lois, conseil et appui au gouvernement, c'est tout à fait le vocabulaire de l'ordre; pas un mot des odeurs de pétrole.

"Donc M. Barodet, comme vous le voyez, a été un homme d'ordre et il l'est resté en toutes circonstances. Il a toujours été ce qu'il est aujourd'hui, l'ami fidèle des gouvernement de M. Thiers, et jusqu'à présent M. Thiers a gardé en pitié le M. Barodet; comme récompense, M. Barodet a été nommé maire de Lyon et a été congédié par l'Assemblée. Paris est tombé par les armes, et, comme je l'ai dit, Lyon est tombé par un vote. En prenant M. Barodet pour son représentant, Paris ne peut avoir vu en lui l'ami de la Commune, ce qu'il n'était pas, mais le républicain ferme qui a eu le courage de sacrifier Paris lui-même à la République de M. Thiers.

"L'élection de M. Barodet est une riposte républicaine à une attaque royaliste. L'élection de Barodet par le peuple est la réponse à l'élection de Belfort par l'Assemblée. L'élection de Barodet ne signifie pas Commune, mais République. Un nommant l'homme qui l'a sacrifié et porté les paroles de M. Thiers, Paris s'est dignement vengé de M. Barodet; mais il a pu nil M. Thiers en se servant d'une personne par laquelle M. Thiers avait commis une faute, par M. Barodet.

"Votre serviteur,

"FÉLIX PYAT."

LA PRESSE RUSSE ET L'EMPEREUR D'ALLEMAGNE. — Voici une petite nouvelle qui en dit plus long qu'elle n'en a l'air :

" Tous les rédacteurs en chef des journaux de Saint-Pétersbourg avaient été invités à un bal que la noblesse russe a donné, le 1er mai, en l'honneur de l'empereur Guillaume.

" Le *Monde Russe* nous apprend qu'aucun d'eux n'y a paru."

Cette nouvelle établit deux choses : d'abord la considération dont sont entourés, à Saint-Pétersbourg, les publicistes qu'on invite à une fête impériale; ensuite l'éloignement que ces mêmes publicistes éprouvent pour l'Allemagne, puisqu'aucun d'eux n'a consenti à se rencontrer, à la fête où ils étaient invités, avec l'empereur Guillaume et que tous ont décliné l'invitation qui leur avait été adressée.

Bon à méditer, en France, par beaucoup de monde et à beaucoup de point de vue.

(*Journal des Débats*.)

— On lit dans la *Gazette d'Augsbourg* du 5 mai :

" L'empereur d'Allemagne est allé faire une visite au général Totleben, et s'est fait remettre un plan de Sébastopol et un rapport sur la défense de cette ville. En récompense, le général Totleben a reçu l'Ordre pour le mérite."

Il n'est peut-être pas inutile de rappeler à ce sujet qu'en 1867, le roi Guillaume, pendant sa visite à l'Exposition universelle, se fit remettre par l'empereur Napoléon III un plan de Paris, complété par un relevé des catacombes gracieusement offert par M. Haussmann. En échange de ces présents, le roi Guillaume se montra d'ailleurs en 1867 aussi prodigue de décorations qu'il paraît l'être aujourd'hui à Saint-Pétersbourg.

(*République Française*.)

GUILLAUME ET BISMARK. — Nous lisons dans le *Journal du Havre* :

Jusqu'à présent aucune dépêche de Saint-Pétersbourg n'est venue éclaircir celle que le *Times* a publiée et qui disait que " par un motif mystérieux ou autre, le grand lui qui aurait dû être donné au palais avait été contremandé; et que Saint-Pétersbourg se refusait à croire ce qu'il était constaté. " Le *Times* voudra bien sans doute donner le mot de l'énigme.

Nous avons le texte du discours que l'empereur Guillaume a adressé aux Allemands qui habitent Saint-Pétersbourg. Il leur a dit " qu'il a été l'instrument de la Providence, que l'unité de l'Allemagne est un fait accompli, et que cet empire au centre de l'Europe est une garantie de la paix générale. Que l'empereur de fois qui déjà tenu pareil langage et ont cru à la prospérité de leurs œuvres qui se sont bientôt écroulées!

Le prince de Bismarck a reçu une dépêche du vice-amiral :

MM. le prince de Joinville, Fourichon, comte de Gueyton, duriet de la Gravière, Larrieu, Touchard, de la Grandière, baron de La Roncière le Nourry, Saisset, Jauréguiberry, vicomte de Fleuriot de Langle, Pothuau, baron Didelot, Penhoat, de Dampierre d'Hornoy, Fabre.

Académie de Médecine.

Séance du 29 avril.

MÉDICATION THERMO-RÉSINEUSE.—Il y a plusieurs années, l'Académie fut, à deux reprises, saisie de travaux qui indiquaient une médication nouvelle et très efficace, appliquée aux affections rhumatismales, à la goutte, aux névralgies, etc. Cette médication utilisait les vapeurs résineuses des copeaux du pin maqho, et à l'aide du bain de vapeur formaient avec elles une atmosphère de 40 à 50 degrés autour du malade. M. Chevandier, aujourd'hui député à l'Assemblée nationale, et médecin dans le département de la Drôme, fut des premiers à signaler cette médication et à l'expérimenter.

Vingt praticiens distinguée le suivirent dans cette voie. Les nombreux cas communications de l'Académie, en constatant les heureux résultats obtenus, encouragèrent les recherches. Maintenant la conquête thérapeutique est certaine; les cessés ne laissent plus de doute; les indications et les contre-indications sont reconnues; on sait où commence et où finit l'action des vapeurs térébenthinées.

M. Chevandier a exposé tout cela dans un mémoire intéressant et qui marque un progrès dans la science médicale. Les bains de vapeurs térébenthinées sont employés avec le plus grand succès, comme nous l'avons dit, dans les rhumatismes aigus et chroniques, dans la goutte, les pancréatiques, dans les affections lymphatiques, les inflammations chroniques de la vessie et des poumons. Avant d'y soumettre le malade, il est essentiel de l'ausculter et de s'assurer qu'il n'a pas d'affection du cœur : l'action de la térébenthine communique à la circulation du sang une énergie considérable, et pourrait, dans ce cas, causer des catastrophes.

C'est le hasard, ou plutôt l'observation d'effets qu'on aurait pu attribuer au hasard, qui a conduit à cette découverte. Les paysans de la Drôme, atteints de rhumatismes, venaient, suivant une ancienne coutume, s'installer autour du four de poix. Grâce au calorique qui en rayonnait et aux émanations d'essence de térébenthine qui se répandaient autour d'eux, ils se voyaient délivrés de leur mal, à la suite de sueurs abondantes et par l'absorption de l'essence de térébenthine.

L'ABSORPTION CUTANÉE.— Les choses vont vite par ce temps d'électricité et de vapeur. Après que M. Chevandier eut signalé les effets merveilleux de la térébenthine sur le système nerveux; quand on vit l'avantage qu'il y avait à transporter dans toute l'économie un médicament dont l'action était connue, on songea à élargir la médication thermo-résineuse. Le docteur Le Bas, médecin de l'asile de Vincennes, constata, par une série d'expériences très bien conduites, que la peau était un sac hermétiquement fermé et dont la matière sébacée empêchait l'introduction des substances non volatiles.

Il s'assura que les bains sulfureux et minéraux n'agissent d'ordinaire que très faiblement, et que les sulfures ne sont médicamenteuses n'ont, pour pénétrer dans l'économie, d'autre voie que les muqueuses de la bouche et des poumons; " parce qu'on ne peut élever suffisamment la température du bain liquide, qui devient intolérable au-delà de 35°, et qu'à cette limite la matière sébacée (à moins qu'on ne l'ait préalablement attaquée par le savonnage et des frictions) est un obstacle à l'absorption du médicament.

En même temps, M. Brémond prouva que si le bain liquide n'était pas supportable à 35 ou à 36°, le bain de vapeur était toléré avec aisance jusqu'à 40 et 50°, et que dans ces conditions la peau devenait, par la fusion de la matière sébacée, aussi perméable qu'une muqueuse. Enfin il démontra que, pour faire atteindre une température supérieure d'un degré au moins à celle du corps (environ 38°) pour que l'absorption cutanée d'une substance médicinale non volatile soit possible.

Partant de ces données expérimentales rigoureusement établies. Il conçut la pensée de mélanger à la vapeur du bain soit de l'essence de térébenthine, soit de l'essence de térébenthine. Les résultats qu'il a obtenus sont très remarquables. Il a traité et guéri rapidement des malades atteints de l'intoxication mercurielle ou saturnine avec le soufre et l'iodure de potassium. Dès le premier bain on voit le corps des malades empoisonnés par le plomb se couvrir d'une poussière noire qui n'est autre que du sulfure de plomb. L'élimination du métal meurtrier s'opère comme par enchantement.

Les terribles symptômes de l'empoisonnement mercuriel disparaissent promptement sous l'action bienfaisante de l'iodure. On est parvenu à donner avec la dernière exactitude les substances médicamenteuses. Pour tirer de ses recherches physiologiques tout le parti désirable, M. Brémond s'est trouvé aux prises avec des difficultés de construction d'appareils; elles ont été vaincues avec bonheur. A la suite d'essais répétés, il a réussi à rendre ces instruments aussi simples et maniables que possible.

Un générateur chauffé à l'alcool fournit la vapeur du bain; la pression, indiquée par un manomètre, peut atteindre 6 atmosphères. La vapeur qui s'en échappe est conduite par un tube en caoutchouc dans la cage en bois où le malade est assis, ayant la tête dégagée (où à l'abri des vapeurs. Le jet de vapeur passe au-dessus d'un tube plongeant dans un vase où se trouve le médicament dosé. Elle entraîne et pulvérise la substance médicamenteuse, les molécules de cette dernière se répandent à l'atmosphère qui environne le malade.

Par le soufre, l'iodure de potassium et l'essence de térébenthine, on obtient très efficacement l'intoxication du plomb et du mercure, les rhumatismes, la goutte, les hydarthroses, les maladies de la vessie, etc.; mais on prétend que la médication nouvelle peut s'étendre, par variant les médicaments, à beaucoup d'autres affections. Quand même la médication en resterait là, on pourrait encore la considérer comme une des plus heureuses découvertes de notre temps.

SPECTACLES, &c.

OPERA.

VENDREDI, Ainsi, J. M. Boucher, P. Gerard, Ch. Gonzales et la Nouvelle Orléans, sous la direction de M. Collignon, de l'opéra de Paris et Vienne.

DIRECTIONS

Mmes J. Montgomery, Jessie Bowling, E. Montgomery, A. Ebouz, E. Powell, J. Ingersoll, Thos. Sloane, D. Brichel, Chas. Macready, J. B. Lafitte, J. Powell, W. Agar.

22mai—au 5 juin

Le Grand Musée d'Anatomie,

Au No 56 de rue St-Charles,

EST ouvert tous les jours, pour les messieurs seulement. Une LEÇON sur la physiologie, les vices, vices et effets publics; idée d'adresse aux jeunes gens. On l'envoie franco de port; le prix en est de 25 cents. Adresser au Grand Musée d'Anatomie, No 56 de la rue St-Charles, Nlle Orléans. Vlle—1m

JARDIN DE MAGNOLIA.

LA plus belle et la plus agréable place d'amusement d'été, pour pique-niques, fêtes de familles, dîners, soupers, etc.

OUVERT CHAQUE JOUR.

Le dimanche, grand concert gratuit. Restaurant et bons vapeurs de mets et de liqueurs de choix.

Les jours de la semaine on aura l'usage du jardin pour rien.

4 mai—1m RICHARD ROMANN.

AUGUSTE COUTURIE,

20.....Rue de la Vieille-Levée.....20

Seul Agent pour la vente des

Champagne Cha. Heidsieck & Co.,
Cognac d'Eug. Grignon & Co.,
Genièvre de Houtman & Co., Double Anore,

— Offre à vendre —

Cognac J. & F. Martell de 1870, 1865, 1862, 1858 1846, 1834 et S. O. P.
Vins Rouges de Lafite, St-Vivier et St-Emilion.

1er août—1an

CAFE DE LA ROTONDE

L'HOTEL ST-LOUIS.

CONSOMMATIONS à 10 cents la coupe. — Liqueurs de première qualité et détant toute concurrence. 10 dec—1an

GRAND DEPOT DE LA

BALSAMIQUE des PYRÉNÉES

LIQUEUR HYGIENIQUE

CHEZ MM.

QUEYROUZE & BOIS

Encaisseur des rues Bienville et Vieille-Levée

LAURENT LACASSAGNE,

2mai—6m 4mai

CONFISERIE

ADOLPHE LEMANNE,

967.....Chartres Street.....967

Entre Dumaine et Ursulines.

12 Diplômes, 1 Certificat à la Foire d'Etat de la Louisiane 1872.

SPÉCIALÉ pour Nougats moulés, Gâteau et Pyramides montées.

Bonbons très assortis, Fruits du pays cristalisés Sellerie, Jouets, Bijoux, Bouteilles vides.

Se charge de toutes les commandes aux prix les plus modérés. 22 mai—1m

OSCAR BOM

RON QUEYROUZE.

QUEYROUZE & BOIS,

MARCHANDS DE VINS DE GROCERIES, VINS, LIQUEURS ET

toutes sortes de produits de l'Ouest.

Aux Magasins bleus.

Coin Vieille Levée et Bienville,

17 juil—1 an Nlle-Orléans.

Cigares de la Havane et du Pays,

CIGARETTES DE LA HAVANE ET DU PAYS,

ET un assortis est complet de TABACS à chiquer et à fumer—à vendre à bas prix, par

ED. L. ZELL & CO.,

15 déc—1anne Nlle-Orléans, Lan.

Chaux de l'Alabama.

JE reçois constamment de la célèbre chaux de Shelby (Alabama) et la vend fraîche à très bas prix.

SAMUEL JAMISON,

7 av—1m au No 60 de la rue Carondelet.

PIERRE DUFORT,

ENTREPRENEUR DE POMPES FUNÈBRES,

A l'honneur d'informer ses amis et le public, qu'il a fait son établissement a été transféré du No 42 de la rue St. Louis au No 249 de la rue Royale, entre celles de St. Philippe et de Dauphine. Il se charge des enterrements de toute classe. On trouve chez lui, à toute heure du jour et de la nuit, des voitures pour mariages, soirées, cérémonies, etc., et, conformé de tête chaque, vendu de la fabrique Crosse, Blanchard, Fréchet et Cie, tout le monde a pu admirer dans plusieurs enterrements, lui appartient. 16 fév—1m

The Freedman's Savings & Trust Co.

CAISSE D'ÉPARGNE NATIONALE.

Charte accordée par les Etats-Unis en 1865.

SUCCURSALE DE LA NLLE-ORLEANS;

No 182 Rue du Canal,

ENCOGNURE DRYADES.

HEURES DE BANQUE :

De 9 heures à 3 heures P. M.

Ouverte les samedis soir, pour recevoir des dépôts, de 7 à 8 heures.

L'intérêt alloué est de 6 pc par Cent.

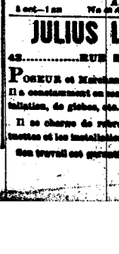
C. D. STUMBERSAY, A. FAILLET,
Caissier. Assist. Caissier.

On peut se procurer des copies de la Charte à la Banque. 5 janv—1an

BITTER DES ARABES

Hygiénique Perfectionné.

(BREVETÉ A. C. D. O.)



Ce produit, aussi agréable que bienfaisant, extrait de plantes éminemment toniques et vivifiantes, distillées avec des eaux-de-vie de premier choix, est sans contredit l'agent le plus puissant pour réparer l'organisme de la manière la plus immédiate.

Il est, en outre, dans les pays chauds, un préservatif efficace contre les épidémies, fait renaître l'appétit et dégage les voies digestives.

N. B. — Ce Bitter est approuvé par l'Académie de Médecine française, et le propriétaire demande qu'on le soumette à l'analyse dans tous les pays.

19 fév—1an

NOUS DEBRONS QUE CHACUN se rende au Temple de MONSIEUR BLACKMAR, No 26 de la rue du Canal et d'assez grand, à plus grand magasin de PIANOS de la Nouvelle-Orléans. Le Monsieur BLACKMAR, médecin de l'aisle de Vincennes,